



mercredi 15 février 2017

## Les grands titres:

- Centrafrique : le chef des opérations de paix affiche un optimisme prudent sur la situation dans le pays
- Conflit israélo-palestinien : le chef de l'ONU rappelle que la solution à deux Etats est la seule possible
- Le télétravail estompe la limite entre travail et vie personnelle, selon un rapport de l'OIT
- Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme lance un appel de fonds de 253 millions de dollars
- Le PAM va poursuivre son assistance dans l'est de l'Ukraine tout au long de 2017
- Education : des ONG du Bangladesh et d'Allemagne récompensées par l'UNESCO
- L'ONU appelle tous les acteurs à contribuer à la conservation et à l'utilisation durable des océans
- L'OMS se félicite de la fin de l'épidémie de fièvre jaune en Angola et en RDC

## Centrafrique : le chef des opérations de paix affiche un optimisme prudent sur la situation dans le pays



Une jeune fille lit un livre dans un abri de fortune dans un camp de déplacés à Bangui, en République centrafricaine. Photo UNICEF/Tanya Bindra (archives)

**15 février** - Devant le Conseil de sécurité, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, **Hervé Ladsous**, a déclaré mercredi que la République centrafricaine (RCA), qui se tenait « au bord de l'abîme » il y a encore trois ans, était « en train d'aller de l'avant sous la direction du Président Faustin-Archange Touadéra », malgré la persistance de la violence.

« La situation sécuritaire à Bangui, dans son ensemble, s'est progressivement stabilisée au cours de ces derniers mois », a déclaré M. Ladsous soulignant que les violences associées à la transhumance dans le nord-ouest du pays continuaient, contrastant avec le calme relatif qui règne dans la capitale centrafricaine.

### *Des violences à connotation ethnique*

« Les affrontements en cours entre des factions rivales ex-Séléka, à savoir le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), minent la région centrale, notamment en portant une connotation ethnique inquiétante », a-t-il alerté. Le Secrétaire général adjoint a averti que ces combats, principalement



alimentés par des luttes de pouvoir et des conflits sur le contrôle des ressources, menaçaient de mettre à mal le processus de paix dans le pays et aggravait une situation humanitaire déjà « alarmante ».

« La violence qui persiste et la réticence de certains groupes à rejoindre le cadre proposé par le Président Touadéra est une source de grave préoccupation », a poursuivi M. Ladsous. Afin d'y remédier, le Secrétaire général adjoint a appuyé l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation entre le gouvernement et tous les groupes armés dans le pays, lancée notamment par l'Union africaine, qui vise à la résolution du conflit et à l'instauration d'une paix durable.

M. Ladsous a souhaité que cette initiative africaine s'appuie sur les efforts du Président Touadéra et a jugé nécessaire que les griefs légitimes des groupes armés ne relèguent pas au second plan les aspirations de la vaste majorité des Centrafricains.

« Malgré la situation sécuritaire dans certaines parties du pays, des progrès ont été enregistrés s'agissant du cadre de dialogue formel avec les groupes armés sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration et le rapatriement établi par le Président », a-t-il dit, précisant que 12 des 14 groupes armés y participaient.

Parmi les autres avancées, le chef des opérations de maintien de la paix a mentionné le lancement d'une campagne nationale de recrutement de 500 policiers et gendarmes, le déploiement prochain d'un premier contingent centrafricain formé par l'Union européenne (UE) et la nomination, annoncée mercredi, d'un procureur spécial auprès de la Cour pénale spéciale.

### *Une situation humanitaire toujours critique*

M. Ladsous a également détaillé la situation humanitaire en RCA qui se dégrade en raison de la violence dans les régions et d'une diminution de l'aide internationale.

« Avec environ 2,2 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, ayant besoin d'une aide alimentaire, et environ 100.000 personnes nouvellement déplacées, la diminution des ressources financières est extrêmement préoccupante », a-t-il dit.

M. Ladsous a, toutefois, souligné « l'inébranlable solidarité » de la communauté internationale avec le peuple centrafricain, marquée par les promesses de don de plus de 2,2 milliards de dollars enregistrées lors de la [Conférence de Bruxelles pour la RCA](#) organisée sous les auspices de l'UE en novembre 2016.

« Le Cadre d'engagement mutuel signé lors de cette conférence sera un mécanisme important pour un partenariat durable entre la République centrafricaine et la communauté internationale », a affirmé le Secrétaire général adjoint qui a promis l'appui de l'ONU à la RCA en vue d'une bonne mise en œuvre de ce cadre.

### *Réactivité et flexibilité de la MINUSCA*

M. Ladsous a souligné la détermination de la [Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine \(MINUSCA\)](#) à utiliser la force pour protéger les civils, comme l'a montré son intervention, le 13 février, contre une colonne de 300 éléments de la coalition menée par les FPRC.

« La Mission, ainsi que les forces de Sangaris et de l'UE, ont permis d'empêcher des atrocités de masse et l'effondrement total de l'État centrafricain », a déclaré le chef des Casques bleus, se félicitant du retour de l'ordre constitutionnel dans le pays, qui est aujourd'hui doté d'un Parlement fonctionnel, tandis que l'autorité de l'État se restaure progressivement.

Près de trois ans après sa création, la MINUSCA a également diminué le nombre de ses bases d'opération aux fins d'une plus grande flexibilité.

« Les progrès ne doivent pas s'arrêter là », a poursuivi M. Ladsous, appelant à tirer les leçons du passé et à poser les bases d'une paix et d'un développement durable dans le pays, même si la MINUSCA ne saurait être perçue « comme la réponse à tous les défis ». « Je continue de croire que rétablir une paix durable en RCA est à notre portée à tous, collectivement », a conclu le Secrétaire général adjoint.

## Conflit israélo-palestinien : le chef de l'ONU rappelle que la solution à deux Etats est la seule possible



Un point d'accès à un village du gouvernorat d'Hébron bloqué par les forces israéliennes en juin 2016 (archives). Photo: OCHA

**15 février** - En visite en Egypte, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a rappelé mercredi que la solution à deux Etats, un Etat israélien et un Etat palestinien, était la seule solution possible au conflit au conflit israélo-palestinien.

« C'était pour moi un privilège énorme de pouvoir revenir au Caire et de discuter avec le Président Sisi des différentes crises auxquelles nous faisons face ensemble », a dit M. Guterres en référence au Président égyptien, Abdel Fattah el-Sisi, lors d'une conférence de presse avec le Ministre égyptien des affaires étrangères, Sameh Shoukry, au Caire.

« Tout d'abord, nous sommes complètement d'accord sur le fait que concernant la situation entre les Palestiniens et les Israéliens il n'y a pas d'autre solution que celle à deux États et que tout doit être fait pour préserver cette possibilité », a-t-il ajouté.

Selon la presse, le gouvernement américain a marqué une rupture concernant le règlement du conflit israélo-palestinien en annonçant, mardi soir, ne plus être arc-bouté sur la solution à deux Etats.

Le Secrétaire général de l'ONU a également estimé qu'il fallait poursuivre la lutte contre le terrorisme avec une « détermination totale » et que pour qu'elle soit efficace il fallait « trouver des solutions politiques aux crises de la région ».

Selon lui, il est important que les pourparlers de Genève sur la Syrie aient lieu. Il a également jugé important de mener « avec détermination une politique de réconciliation et d'unité nationale en Iraq » et de donner une chance à la paix au Yémen et en Libye.

Il s'est dit déterminé à soutenir les pays de la région pour qu'ils travaillent ensemble à créer les conditions permettant au Yémen et à la Libye de surmonter la crise qu'ils vivent actuellement et mettre ainsi fin aux souffrances de leurs populations.

Il s'est félicité d'avoir pu discuter de ces questions avec les autorités égyptiennes « afin de trouver les meilleures solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés ».

Le Secrétaire général a également prononcé un discours à l'Université du Caire sur la jeunesse et les défis auxquels est confronté le monde.

« Je trouve mon espoir dans la jeunesse, parce que si l'on regarde aujourd'hui les sociétés, elles ont tendance à se refermer sur elles-mêmes, il y a une tendance chez les gens à être plus nationalistes, de moins en moins ouverts à la nécessité de comprendre que les défis mondiaux ont besoin de réponses globales, ont besoin d'une coopération multinationale, ont besoin d'institutions multilatérales », a dit M. Guterres.

« Au contraire, les jeunes sont généralement plus cosmopolites, plus internationalistes, plus ouverts. Nous ne voyons pas chez les jeunes gens l'expression de formes de xénophobie, d'intolérance ou de racisme qui prévalent malheureusement aujourd'hui dans nombre de nos sociétés », a-t-il ajouté.

Selon lui, les jeunes réagissent « avec de nouvelles formes d'interaction et de solidarité ». « C'est pourquoi j'espère que les nouvelles générations pourront faire ce que la génération actuelle n'a pas pu faire, renforcer une gouvernance multilatérale démocratique pour permettre que la paix règne dans notre monde », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a rappelé que le chômage des jeunes est non seulement un problème pour eux mais « est aussi devenu probablement l'une des pires menaces pour la paix et la sécurité mondiale ».

« Rien n'est pire qu'un jeune homme ou une jeune femme diplômée d'une université qui ne trouve aucun emploi, qui n'a pas

d'espoir en l'avenir », a-t-il ajouté. Selon lui, rien n'est plus facile alors pour la propagande des organisations extrémistes d'utiliser cette frustration et cette colère.

« Il peut s'agir de Daech, mais il peut s'agir d'un parti xénophobe populiste dans certaines parties du monde ou bien, comme nous l'avons vu récemment dans un pays, d'un meurtre horrible commis par un militant de la supériorité de la race blanche », a-t-il encore dit.

« Il est essentiel, lorsque les gouvernements planifient leurs activités économiques, lorsque la communauté internationale développe des formes de coopération, de placer l'emploi des jeunes au cœur de toutes les priorités, au centre de tous les projets », a ajouté M. Guterres.

## Le télétravail estompe la limite entre travail et vie personnelle, selon un rapport de l'OIT



Une jeune femme consultant son téléphone portable à Washington, aux Etats-Unis. Photo Banque mondiale/Simone D. McCourtie

**15 février** - Le recours aux technologies de communication modernes favorise un meilleur équilibre global entre vie professionnelle et vie personnelle mais, dans le même temps, il estompe la limite entre travail et vie personnelle, selon un nouveau rapport conjoint de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound).

L'usage croissant des technologies numériques – smartphones, tablettes, ordinateurs portables ou fixes – pour travailler à domicile et ailleurs transforme rapidement le modèle traditionnel du travail. Il permet d'améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, de réduire les temps de trajet et d'accroître la productivité mais il peut également aboutir à de plus longues heures de travail, à une intensification du travail et à une interférence entre travail et domicile, selon ce nouveau rapport conjoint publié mercredi.

Intitulé '[Travailler en tout temps, en tout lieu : les effets sur le monde du travail](#)', ce nouveau rapport fait la synthèse des recherches menées par les deux organisations dans 15 pays, dont 10 Etats membres de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Finlande, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède), ainsi qu'en Argentine, au Brésil, en Inde, au Japon et aux Etats-Unis. L'étude identifie plusieurs types d'employés utilisant les nouvelles technologies (TIC) pour travailler hors des locaux de l'employeur, y compris les télétravailleurs réguliers, les travailleurs recourant occasionnellement au télétravail et au travail nomade numérique (T/TNN).

Le rapport décrit plusieurs effets positifs du T/TNN : plus d'autonomie relative au temps de travail qui conduit à plus de flexibilité en termes d'organisation du travail, réduction du temps de déplacement qui se traduit par un meilleur équilibre travail/famille et une productivité accrue. Il identifie aussi plusieurs inconvénients tels que la tendance à effectuer plus d'heures de travail, un chevauchement entre travail rémunéré et vie personnelle – qui peut engendrer un haut niveau de stress. Le rapport établit une distinction claire entre les télétravailleurs à domicile qui semblent jouir d'un meilleur équilibre travail/famille et les travailleurs « très mobiles » qui sont plus exposés à des répercussions négatives sur leur santé et leur bien-être.

« Ce rapport montre que le recours aux technologies de communication modernes favorise un meilleur équilibre global entre vie professionnelle et vie personnelle mais, dans le même temps, il estompe la limite entre travail et vie personnelle, selon le lieu de travail et les caractéristiques de chaque profession », affirme Jon Messenger de l'OIT, co-auteur du rapport.

### ***Restreindre le télétravail informel et supplémentaire non rémunéré***

Le rapport fait des recommandations afin de lutter contre ces disparités, en encourageant le télétravail formel à temps partiel afin d'aider les télétravailleurs à entretenir des liens avec leurs collègues et à améliorer leur bien-être, tout en restreignant le télétravail informel et supplémentaire qui implique de longues heures de travail.

« Il est vraiment important de s'attaquer au problème du travail supplémentaire réalisé grâce aux technologies de communication modernes, par exemple le travail additionnel à domicile qui peut être considéré comme des heures supplémentaires non rémunérées, et aussi de garantir un minimum de périodes de repos afin d'éviter les effets délétères sur la santé et le bien-être des travailleurs », explique Oscar Vargas de l'Eurofound.

Actuellement, seule l'UE s'est dotée d'un cadre global pour s'adapter à la numérisation du télétravail, avec l'Accord-cadre européen sur le télétravail. Cependant, la plupart des initiatives en place concernent le télétravail régulier à domicile tandis que les problèmes semblent surtout récurrents dans le T/TNN occasionnel et informel.

A mesure que le télétravail se répand, le besoin de se déconnecter pour maintenir une séparation entre travail rémunéré et vie personnelle grandit. La France et l'Allemagne commencent à envisager des aménagements au niveau des entreprises, dans le cadre de la législation en vigueur ou de nouvelles lois. A l'avenir, cela pourrait se traduire par des mesures concrètes pour éviter que la vie professionnelle ne soit trop envahissante : extinction des serveurs informatiques en dehors des heures de travail afin d'empêcher l'envoi de courriels pendant les temps de repos et les vacances, ce qui est déjà le cas dans plusieurs entreprises.

## Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme lance un appel de fonds de 253 millions de dollars



Des fonctionnaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme discutent avec un membre de la communauté autochtone Chepang au Népal (archive)  
Photo: HCDH /Robert Few

**15 février** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a lancé mercredi un appel de fonds de 253 millions de dollars pour 2017, exhortant les États et les bailleurs de fonds privés à soutenir sa capacité à travailler et défendre les droits de l'homme pour tous, en tout point du globe.

« Notre monde est entré dans une période de profonde incertitude. Dans de nombreux pays, les règles établies sont mises à mal – la xénophobie et les appels à la discrimination raciale et religieuse sont aujourd'hui monnaie courante et semblent même chaque jour gagner un peu plus de terrain et s'enraciner davantage », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, dans un communiqué de presse.

« Devant l'incapacité collective à prévenir, atténuer et résoudre les conflits et les guerres par procuration, les groupes extrémistes trouvent matière à agir et l'humanité est plongée dans une souffrance massive et choquante, comme en témoignent les millions de personnes contraintes à quitter leur foyer et à laisser derrière elles tout ce qui faisait leur vie », a-t-il ajouté.

Selon lui, « la situation est grave et préoccupante – mais rien n'est encore perdu ». « C'est un cri d'espoir que je lance, un appel à l'action. Il témoigne de l'urgence de cette situation: nous devons parvenir à une compassion généralisée, à la stabilité et au développement inclusif, dont les droits de l'homme sont la clé de voûte. Investir dans les droits de l'homme aujourd'hui est un gage de prévention pour l'avenir – prévenir l'escalade des violations croissantes et les conséquences dévastatrices des conflits. Le respect des droits de l'homme permet de rétablir la stabilité au sein de régions et de pays entiers en promouvant la justice pour tous », a-t-il ajouté.

### *Un déficit de financement grave et chronique*

À travers la soixantaine de bureaux qui le représentent sur le terrain et fort des partenariats conclus avec d'autres organisations internationales et locales dans le monde, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme veille à ce que les principes relatifs aux droits de l'homme aient une réelle incidence sur la vie des populations.

Selon M. Zeid, « la défense des droits de l'homme, les conseils dispensés en matière législative et constitutionnelle, la formation au profit des autorités de l'État et des organisations non gouvernementales, les missions d'enquête et les

investigations percutantes qui permettent de jeter les bases de la responsabilité et de faire entendre la voix des victimes de violations des droits humains, sont autant de moyens par lesquels le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme contribue à une meilleure protection des droits de chaque individu ».

Le HCDH accuse un déficit de financement grave et chronique, a noté le Haut-Commissaire, qui a jugé nécessaire d'élargir la base de soutien financier pour inclure davantage d'États membres et encourager la participation d'un éventail plus large de bailleurs de fonds privés.

Cette année, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme aspire à mobiliser un financement extrabudgétaire à hauteur de 252,9 millions de dollars, venant compléter le budget ordinaire de 107,56 millions de dollars accordé par l'ONU au Haut-Commissariat.

« Avec votre soutien, nous pouvons empêcher l'escalade des crises mettant en cause les droits de la personne. Nous pouvons plaider en faveur d'un espace démocratique vaste et ouvert et pour l'impartialité des institutions chargées d'assurer la primauté du droit en tout point du globe. Nous pouvons contribuer à la bonne gouvernance en matière de migration et poursuivre les progrès liés au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous pouvons repousser les attaques en cours à l'encontre des valeurs et intervenir rapidement afin d'assurer le respect des lois et des principes liés aux droits de l'homme pour lesquels nous avons tant lutté », a plaidé le Haut-Commissaire.

## Le PAM va poursuivre son assistance dans l'est de l'Ukraine tout au long de 2017



1er février 2017, des enfants mangent un repas chaud dans un abri dans la ville d'Avdiiivka, en Ukraine. Photo UNICEF/Aleksey Filippov

**15 février** - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) continuera à apporter une assistance à 220.000 personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones touchées par le conflit dans l'est de l'Ukraine tout au long de 2017, tout en appuyant progressivement les efforts de relèvement rapide.

Près de trois ans après le début du conflit, la situation sécuritaire dans l'est de l'Ukraine reste tendue. On estime que 3,1 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et les communautés d'Ukraine continuent de subir les conséquences négatives du conflit. Les échanges de tir et les bombardements dans de nombreux endroits le long de la ligne de contact continuent de menacer la vie de nombreux civils et d'exacerber leurs souffrances.

« La situation s'aggrave à mesure que les prix augmentent assez rapidement par rapport aux revenus, ce qui limite la capacité des familles à acheter les aliments dont elles ont besoin », a déclaré la Représentante du PAM en Ukraine, Dorte Ellehammer. « Les prix des aliments augmentent à un moment où les revenus des ménages sont touchés par le chômage et nous voyons beaucoup de familles recourir à des stratégies d'adaptation négatives face aux difficultés économiques ».

En 2017, le PAM continuera de distribuer une aide alimentaire à 70.000 des personnes parmi les plus vulnérables, en fonction de la gravité des besoins. Le PAM ciblera les personnes âgées, les familles dirigées par des mères célibataires, les personnes atteintes de maladies chroniques ou handicapées, ainsi que celles qui ne reçoivent aucune autre forme d'aide humanitaire. Alors que le conflit se poursuit, de nombreux Ukrainiens sont devenus plus vulnérables en raison de l'absence de prestations sociales suffisantes pour couvrir la nourriture et autres frais de subsistance.

Le PAM continuera d'intensifier l'utilisation des transferts en espèces en fonction de la disponibilité des institutions financières et des conditions du marché.

Au cours du printemps et de l'été, le PAM et ses partenaires mettront en œuvre des projets à petite échelle visant à améliorer les moyens de subsistance locaux, à augmenter les revenus, à diversifier les cultures et à réhabiliter les biens de production.

« Sans interventions à moyen et à long terme, il faudrait davantage d'aide humanitaire dans les mois et les années à venir », a déclaré Mme Ellehammer.

Près de 150.000 personnes identifiées comme étant en situation d'insécurité alimentaire modérée, ce qui signifie qu'elles ont du mal à trouver ou à acheter suffisamment de nourriture quotidiennement pour mener une vie saine, participeront à des activités en échange de nourriture.

« Le PAM remercie les bailleurs de fonds qui ont contribué ou promis un soutien au peuple ukrainien cette année, en particulier les gouvernements de l'Allemagne et de l'Italie, qui ont été les premiers à contribuer », a ajouté Mme Ellehammer. L'Allemagne et l'Italie ont versé respectivement 3 millions d'euros (3,2 millions de dollars) et 0,7 million d'euros (0,8 million de dollars) au PAM en Ukraine.

Le PAM a besoin d'urgence de plus de 30 millions de dollars pour fournir une aide alimentaire dans l'est de l'Ukraine jusqu'en décembre 2017.

## Education : des ONG du Bangladesh et d'Allemagne récompensées par l'UNESCO



Une enfant confrontée à un handicap tient une ardoise pour montrer ses capacités de dessin dans une école soutenue par l'UNICEF dans le village de Soyghoria, au Bangladesh. Photo: UNICEF/Tapash Paul

**15 février** - Le Prix UNESCO-Roi Hamad bin Isa Al Khalifa 2016, qui récompense deux projets faisant un usage innovant des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation en faveur des groupes défavorisés, sera remis le 21 février à deux organisations non gouvernementales du Bangladesh et d'Allemagne, a annoncé mercredi l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les ONG récompensées sont le projet 'Online School', mis en œuvre par la Fondation Jaago dans les régions rurales du Bangladesh, et le projet « Mobiliser le pouvoir des TIC dans l'enseignement supérieur » de l'ONG allemande Kiron au service des personnes déplacées.

La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, remettra à chaque lauréat un certificat ainsi qu'un prix de 25.000 dollars lors d'une cérémonie qui se tiendra au siège de l'Organisation, sous le patronage du Roi Hamad bin Isa Al Khalifa, du Royaume de Bahreïn.

« Cette année, le thème du Prix souligne le besoin urgent de répondre aux obstacles majeurs qui se dressent sur le chemin des populations les plus vulnérables en ce qui concerne l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie », a souligné l'UNESCO dans un communiqué de presse.

La Fondation Jaago a pour mission d'aider les enfants défavorisés des régions rurales du Bangladesh à travers le programme Online School, qui offre aux élèves des cours de qualité via un système de vidéoconférence interactif. L'enseignement, qui couvre l'anglais, le bengali et les mathématiques, ainsi que les sciences naturelles et sociales, est dispensé par des enseignants hautement qualifiés basés dans la capitale. Avec 1.061 bénéficiaires annuels, la Fondation Jaago entend contribuer à réduire les écarts de qualité de l'éducation entre les élèves des régions urbaines et rurales au Bangladesh.

Kiron, une ONG basée en Allemagne, s'est engagée à assurer un accès équitable à une éducation de qualité pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, par le biais de son projet de cours en ligne ouverts à tous (MOOC).

Les 500 MOOC de Kiron sont proposés gratuitement et sont accessibles de partout, même dans les situations de crise et à tous les stades du déplacement et de la réinstallation. Les MOOC proviennent de plusieurs sources, parmi lesquelles 23 universités, et couvrent quatre matières : le commerce et l'économie, l'ingénierie, l'informatique et les sciences sociales.

Grâce à ses vastes réseaux, Kiron a fait connaître les MOOC auprès des réfugiés et 4.000 personnes en ont bénéficié à ce jour. Kiron offre également à chaque étudiant des cours individuels durant le parcours d'apprentissage.

Selon l'UNESCO, les deux projets sont de bons exemples de la façon dont on peut exploiter pleinement le potentiel des TIC dans l'éducation à travers le monde, en surmontant les contraintes, dans tous les pays, les continents et les cultures, en accord avec l'[Agenda Éducation 2030](#): renforcer l'accès, l'équité, l'inclusion, la qualité et les résultats de l'apprentissage dans l'éducation.

## L'ONU appelle tous les acteurs à contribuer à la conservation et à l'utilisation durable des océans



FAO

Photo

**15 février** - L'ONU a lancé mercredi un registre en ligne pour recueillir les engagements volontaires pris par les États Membres, les entreprises, les organisations de la société civile, le système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales pour la mise en œuvre du 14<sup>ème</sup> Objectif de développement durable (ODD 14) qui appelle à la conservation et à l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines.

Le gouvernement suédois, l'ONU-Environnement et l'organisation non gouvernementale Peace Boat Group, ont été les premières entités à inscrire leurs contributions au Registre des engagements volontaires lors de la réunion préparatoire de la Conférence sur les océans qui se tiendra du 5 au 9 juin à New York.

Le gouvernement suédois s'engage à étendre ses aires marines protégées pour atteindre l'ODD 14 en 2017. L'ONU-Environnement fera campagne pour arrêter la pollution plastique dans les océans. Le Peace Boat Group a pour objectif de lancer le 'Projet Ecoship' : un navire économe d'une capacité de 55.000 tonnes qui commencera en 2020 en tant que navire amiral des ODD.

Leurs engagements soulignent les efforts visant à protéger le milieu marin, à freiner la pollution marine et à lutter contre les effets de l'acidification des océans.

« Entre aujourd'hui et la Conférence sur les océans en juin, nous nous attendons à ce que des centaines d'engagements volontaires soient enregistrés. Ils doivent couvrir toutes les cibles pour la mise en œuvre de l'ODD 14 », a déclaré le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson. « Ces engagements volontaires seront au cœur du plan mondial visant à inverser le cycle de déclin dans lequel l'activité humaine a entraîné l'océan ».

La Conférence sur les océans aboutira également à une déclaration qui servira « d'appel à l'action » pour soutenir la mise en œuvre de cet objectif.

« C'est en mobilisant tous les acteurs, les gouvernements et le système des Nations Unies, les grands groupes et les autres parties prenantes, que nous pouvons produire les actions nécessaires pour conserver et protéger nos océans et nos mers pour les générations futures », a déclaré le Secrétaire général de la Conférence et Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Wu Hongbo. « Le registre des engagements volontaires sera un outil important dans cette entreprise ».

Plus de trois milliards de personnes dépendent de la biodiversité marine et côtière pour leurs moyens de subsistance. Cependant, aujourd'hui, environ 30% des réserves halieutiques mondiales sont surexploitées. Les océans absorbent également environ 30% du dioxyde de carbone produit par les humains, mais l'acidification des océans s'est accrue de 26% depuis le début de la révolution industrielle. La pollution marine, dont une écrasante majorité provient de sources terrestres, atteint des niveaux alarmants, avec une moyenne de 13.000 pièces de déchets plastiques sur chaque kilomètre carré des océans.

## L'OMS se félicite de la fin de l'épidémie de fièvre jaune en Angola et en RDC



Des patientes, qui seraient atteintes de la fièvre jaune, sont traitées dans un hôpital à Luanda, en Angola. Photo OMS/Dalia Lourenço

**15 février** - Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) ont déclaré mercredi la fin de l'épidémie de fièvre jaune dans ce pays suite à une annonce similaire en Angola le 23 décembre 2016, mettant fin à l'épidémie dans les deux pays après qu'aucun nouveau cas n'a été signalé au cours des six derniers mois, s'est félicité l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Nous sommes en mesure de déclarer la fin de l'une des plus grandes et difficiles épidémies de fièvre jaune ces dernières années grâce à la réponse forte et coordonnée des autorités nationales, des agents de santé locaux et des partenaires », a déclaré le Dr Matshidiso Moeti, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, dans un communiqué de presse.

L'épidémie, qui a été détectée pour la première fois en Angola en décembre 2015, a causé 965 cas confirmés de fièvre jaune dans les deux pays, avec des milliers de cas suspects. Le dernier cas détecté en Angola l'a été le 23 juin 2016 et le dernier cas détecté en RDC l'a été le 12 juillet de la même année.

Plus de 30 millions de personnes ont été vaccinées dans les deux pays dans le cadre de campagnes de vaccination d'urgence. Cette partie essentielle de la réponse comprenait les opérations de prévention dans les zones difficiles à atteindre jusqu'à la fin de l'année. Cette réponse sans précédent a épuisé plusieurs fois le stock mondial de vaccins contre la fièvre jaune.

Plus de 41.000 volontaires et 8.000 équipes de vaccination avec plus de 56 ONG partenaires ont participé aux campagnes de vaccination. Les vaccins utilisés proviennent d'un stock mondial géré conjointement par Médecins sans frontières (MSF), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'OMS. Au cours des six premiers mois de 2016, les partenaires ont livré plus de 19 millions de doses du vaccin - trois fois les 6 millions de doses généralement mises de côté pour une épidémie.

L'un des principaux succès de la riposte à cette épidémie a été l'introduction d'une stratégie novatrice de réduction des doses utilisant un cinquième d'une dose régulière de vaccin contre la fièvre jaune, une technique approuvée par le groupe mondial d'experts en vaccins pour protéger le plus grand nombre possible de la menace immédiate d'une importante épidémie urbaine.

L'OMS a appuyé le Ministère de la santé en RDC pour vacciner 10,7 millions de personnes dans la ville de Kinshasa en utilisant cette stratégie de réduction de dose comme mesure à court terme fournissant une immunité contre la fièvre jaune pendant au moins 12 mois et probablement plus.

En plus de soutenir les campagnes de vaccination, l'OMS et ses partenaires continuent de fournir un appui à l'Angola et à la RDC pour renforcer la surveillance des maladies, contrôler la propagation des moustiques et mobiliser les communautés pour qu'elles puissent se protéger.

« Des flambées de fièvre jaune comme celle en Angola et en RDC pourraient devenir plus fréquentes dans de nombreuses régions du monde à moins que des mesures coordonnées ne soient prises pour protéger les personnes les plus à risque. Par conséquent, nous devons mettre en œuvre une approche préventive forte pour vacciner la population à risque dans toute la région », a déclaré le Dr Ibrahim Socé Fall, Directeur régional des urgences de l'OMS.